



Tasos Katopodis / Stringer Via Getty Images, Julia Goddard/la trompette

Trump fait pression sur Israël pour qu'il fasse la paix avec le Hamas

- Joel Hilliker
- [07/07/2025](#)

Deux semaines après la fin de la guerre avec l'Iran, les accords de paix en faveur d'Israël continuent de faire la une des journaux. Israël chercherait à normaliser ses relations avec le nouveau gouvernement syrien, malgré les liens récents de son dirigeant avec Al-Qaïda. De tels efforts sont précaires, et la prophétie biblique en révèle la raison.

Et ce n'est pas le seul accord de paix en cours :

Donald Trump est de nouveau en mode d'artisan de la paix : Il essaie d'obtenir un accord entre Israël et le Hamas qui mette fin au conflit de Gaza. Alors que Benjamin Netanyahu rend visite à Donald Trump à Washington aujourd'hui, la proposition de cessez-le-feu du président teste une fois de plus jusqu'où Israël est prêt à aller pour éviter de faire des vagues avec son allié le plus puissant.

La semaine dernière, Trump a présenté une proposition de cessez-le-feu, déclarant aux journalistes qu'il était « très ferme » avec Netanyahu sur le fait qu'Israël devait mettre fin à la guerre. Il a déclaré qu'il pensait que « nous aurons un accord » dans les prochains jours, et Israël aurait donné son assentiment.

- La structure actuelle de l'accord est un cessez-le-feu de deux mois ; le Hamas devrait échanger 10 otages israéliens vivants et 18 cadavres contre des centaines de prisonniers palestiniens. Les négociations se poursuivraient alors en vue d'un cessez-le-feu durable.

L'un des points d'achoppement précédents était de savoir si le Hamas pouvait maintenir une présence à Gaza ; Israël a exigé le départ de tous les hauts responsables du Hamas. Cependant, selon Axios, Israël a assoupli sa position.

- Un responsable israélien a déclaré à Axios : « Il ne reste plus beaucoup de hauts responsables du Hamas à Gaza. Nous n'aurons pas besoin d'un grand navire pour les envoyer en exil ; même une petite embarcation ferait l'affaire. »

La grande question serait de savoir qui gouvernera Gaza après la guerre.

- Israël et les États-Unis ont tous deux exclu de permettre au Hamas de rester une milice non officielle et de gouverner Gaza comme le Hezbollah l'a fait au Liban.
- Mais Israël a également exigé que l'Autorité palestinienne (AP), le gouvernement de certaines parties de la Cisjordanie, soit exclue des pourparlers.

- Israël a indiqué qu'il souhaitait que des partenaires tiers, tels que l'Égypte et les Émirats arabes unis, l'aident à gouverner Gaza, mais ces tiers ont déclaré qu'ils rejeteraient une proposition qui n'inclurait pas l'Autorité palestinienne.

Netanyahou a toujours affirmé que la « victoire complète » serait la destruction totale du Hamas. L'acceptation du cessez-le-feu de Trump pourrait relever d'une façade : s'attendre à ce que le Hamas rejette l'accord tout en étant en mesure de dire devant les caméras que tous les efforts aient été déployés.

Quoi qu'il en soit, Netanyahou fait face à une forte pression de la part de son pays pour parvenir à un accord. Le chef de l'opposition à la Knesset, Yair Lapid, a déclaré aux journalistes : « Ce qu'il faut vraiment, ce n'est pas un accord partiel, ni une trêve, mais l'arrêt de la guerre et le retour de tous les otages. »

Le sort de Gaza devra être décidé rapidement : Il y a de moins en moins d'otages à ramener et les capacités militaires du Hamas sont en ruine. Ce qu'il faut faire de Gaza est une question qui ne peut plus être ignorée. L'article de notre numéro de janvier, « [Gaza : le jour d'après](#) » détaille ce que nous attendons de Gaza.

Incertitudes commerciales mondiales : Les marchés boursiers ont chuté lundi matin en Asie, les investisseurs se préparant à ce que le président Trump annonce de nouveaux tarifs douaniers. Ce n'est qu'un signe parmi d'autres de la volatilité des alliances commerciales durant l'ère Trump.

- Sur Truth Social, Trump a indiqué qu'il dévoilerait de nouveaux tarifs douaniers et accords commerciaux à partir de lundi à la mi-journée ; les nouveaux tarifs entrant en vigueur le 1er août.
- Il a également prévenu que les pays alliés aux nations « anti-américaines » des BRICS (à l'origine le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, et désormais l'Égypte, l'Éthiopie, l'Indonésie, l'Iran et les Émirats arabes unis) se verraient imposer des droits de douane supplémentaires de 10 pour cent.

Les dirigeants des BRICS se sont réunis dimanche au Brésil, et les tarifs douaniers ont été l'un des principaux points de discussion. Ils se sont plaints que les tarifs douaniers de Trump « affectent les perspectives de développement économique mondial ». De nombreux dirigeants des BRICS ont nié le caractère anti-américain de l'alliance, mais les critiques à peine voilées sont courantes.

- En ouvrant la conférence, le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva a déclaré : « Nous avons assisté à un effondrement sans précédent du multilatéralisme. Les progrès durement acquis, tels que les accords climatiques et commerciaux, sont menacés. »
- Toutefois, par crainte de tarifs douaniers, le groupe a atténué ses attaques contre le dollar.

Pendant ce temps, l'Allemagne envisage de créer une nouvelle organisation commerciale internationale indépendante des États-Unis. La raison de cette démarche va au-delà de la simple frustration face aux tarifs douaniers de Trump. La question plus profonde découle d'une politique initiée par le président Obama, qui consistait à bloquer les nouvelles nominations à l'Organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce, le groupe chargé de résoudre les différends commerciaux. Cette situation a empêché l'organe de fonctionner efficacement, l'empêchant ainsi de statuer sur les conflits commerciaux.

C'est pourquoi le chancelier allemand Friedrich Merz et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen envisagent la création d'un nouveau système de règlement des différends commerciaux, excluant l'Amérique. Ils cherchent à collaborer avec les pays asiatiques pour développer ce cadre alternatif.

Depuis des années, le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, prévoit l'essor d'un bloc commercial anti-américain. Qualifiée de « marché des nations » dans Ésaïe 23, elle enrichira ses membres mais exclura les États-Unis du commerce mondial. Ce marché prend forme en ce moment même.

Le Texas dévasté par des inondations, y compris un camp de jeunes : C'est une histoire déchirante. Le 4 juillet, des pluies torrentielles ont déversé jusqu'à 38 centimètres d'eau en quelques heures, faisant monter la rivière Guadalupe de 8 mètres en seulement 45 minutes. Le décès d'au moins 82 personnes, dont 28 enfants, a été confirmé dans six comtés du Texas, et au moins 41 personnes sont toujours portées disparues dans l'ensemble de l'État. Ces inondations comptent parmi les plus meurtrières de l'histoire récente des États-Unis.

- Plus de 850 personnes ont été secourues et les opérations de recherche se poursuivent, impliquant des centaines de secouristes et chiens policiers, ainsi que des avions, des navires et des véhicules. Mais les espoirs de retrouver des survivants diminuent.
- Le président Trump a déclaré le comté de Kerr sinistré et le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a étendu les déclarations d'urgence de l'État à plusieurs comtés.
- Le service météorologique national prévient que de nouvelles pluies pourraient survenir.

La plus grande tragédie s'est produite au Camp Mystic, un camp d'été chrétien réservé aux filles dans le comté de Kerr : 27 campeuses et conseillères sont mortes, ainsi que la directrice du camp, et 10 filles et une conseillère sont toujours portées disparues.

De telles tragédies dépassent l'entendement et exigent une explication. Notre [article sur les tendances](#) explique les raisons

bibliques pour lesquelles de tels événements se produisent.

AUTRES NOUVELLES

Légitimation des talibans : La Russie est le premier pays à reconnaître officiellement le pouvoir des talibans sur l'Afghanistan.

Elon Musk a officiellement lancé le Parti de l'Amérique, un nouveau parti politique, samedi sur X. Il s'agissait d'une réaction à l'adoption par les républicains du projet de loi « grand et beau », qui augmentera la dette nationale de plusieurs milliers de milliards de dollars. Musk affirme que les Républicains et les Démocrates sont en réalité les deux ailes d'un même parti dépensier. La question est de savoir si ce que font les dirigeants de ces partis est réellement en désaccord avec la volonté du peuple américain. Près de la moitié des Américains disposent de 500 dollars ou moins sur leur compte d'épargne, tandis que les dettes liées aux cartes de crédit atteignent des sommets sans précédent. Essentiellement, l'administration dépense son argent à la même manière des personnes qui l'ont élue. Même si cet électorat votait pour le parti de l'Amérique, cela ne changerait pas grand-chose.